UICN

Journalisme environnemental en Afrique du Nord

Expériences au Maroc, Tunisie et Algérie

CENTRO DE COOPERACIÓN DEL MEDITERRÁNEO

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة
FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
www.fm6e.org

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN
aecid

© Ghrabi Gammar Zeineb

Sommaire

Journalisme environnemental en Afrique du Nord
Expériences au Maroc, Tunisie et Algérie

Présentation 04

Journalistes au Maroc 06

Ihssane Talal 08
Fatima Zohra Tohry 20
M Taha Amiar 26
Mohamed Tafraouti 28

Journalistes en Tunisie 32

Hayet Ghanemi 34
Slimen Ben Youssef 34

Journalistes en Algérie 06

Zineb A. Maïche 40
Wassila Labiad 42

Recommendations 45

Publicado por:

Centro de Cooperación del Mediterráneo de UICN

© Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza y de los Recursos Naturales

Photos: © UICN / © sus autores

La terminología utilizada en este documento, al igual que su presentación, no representa de ningún modo la expresión de ninguna opinión por parte de la UICN respecto a la condición jurídica de ningún país, territorio o área, o de sus autoridades, o referente a la delimitación de sus fronteras. Los puntos de vista que se expresan en esta publicación no reflejan necesariamente los de la UICN. La publicación de la presente obra ha sido posible gracias al apoyo financiero de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID).

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN. Le présent ouvrage a pu être publié grâce au soutien financier de l'Agence espagnole de Coopération internationale pour le Développement.

Introducción

El periodismo en el Norte de África se ha desarrollado de manera amplia en cuanto al trato de temas de actualidad. La creciente complejidad, la internacionalización de algunos temas y la misión de servicio público de radiodifusión, hacen hincapié en la necesidad de formar especialistas en temas determinados como la conservación de la naturaleza. Las instituciones apuestan por la formación especializada de sus profesionales y la necesidad básica y continua de transmitir información sobre multitud de temáticas. Existe en particular una necesidad de actuar para ampliar el área de programas de capacitación y apoyar los procesos de formación continua en el ámbito del periodismo ambiental tanto a nivel nacional como internacional.

UICN, AECID y la FM6E reaccionan ante esta necesidad con la ejecución de este proyecto, para ayudar, tanto a estudiantes como a profesionales de la información, a realizar un periodismo mejor informado. Para ello, el Centro de Cooperación para el Mediterráneo de la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN-Med) y la Fundación Mohamed VI pour la protection de l´environnement (FM6E) en Marruecos, con el apoyo de la Agencia Española para la Cooperación internacional al Desarrollo (AECID) ha realizado cursos, en colaboración de otras instituciones, para periodistas en el Norte de África. De esta manera apareció la plataforma elearning, un espacio en la web http://www.rcmdd.ma/ en el que los participantes pueden consultar contenidos, subir noticias o leer las de sus compañeros, como otra manera de aprender.

Durante el mes de junio de 2012 se celebró un taller de trabajo dirigido a estos jóvenes periodistas en el Norte de África. El encuentro se realizó en Rabat y asistieron profesionales de Argelia, Marruecos y Túnez, que contribuyeron con varios trabajos periodísticos. Como colofón, tres periodistas del Norte de África pudieron asistir al Congreso Mundial de la Naturaleza que se celebró en Jeju (Corea del Norte) en septiembre de 2012.

Este dossier recoge los trabajos periodísticos preparados por los estudiantes y comunicadores que participaron en el curso de formación sobre: Las energías renovables, los bosques y el cambio climático, así como por algunos de los asistentes al « Taller de jóvenes periodistas" organizado en Rabat por UICN-Med y la FM6E.

La preparación de este dossier así como la creación de un grupo temático regional en facebook, son fruto de las recomendaciones de los periodistas participantes en el taller de Rabat, cuyo texto se incluye también en anexo. La finalidad de esta iniciativa ha sido fomentar la creación de contenidos ambientales mediante la cooperación entre periodistas a nivel regional, la difusión de artículos, noticias y documentación de relevancia así como el refuerzo de oportunidades de mejora profesional para una mayor sensibilización de la sociedad civil en la región y contribuir así un desarrollo más sostenible.

Más información sobre el proyecto:

http://www.iucn.org/about/union/secretariat/offices/iucnmed/?10345/Bilan-et-perspectives-du-journalisme-environnemental-au-Nord-de-lAfrique

Lourdes Lázaro: lourdes.lazaro@iucn.org

latimad Zair: i.zair@fm6e.org

Introduction

Le journalisme en Afrique du Nord s'est largement développé en ce qui concerne le traitement des sujets d'actualités. La complexité croissante, l'internationalisation de certaines questions et la mission de service public de radiodiffusion, mettent l'accent sur le besoin de former des spécialistes dans certains domaines tels que la conservation de la nature et de l'environnement. Les institutions cherchent une formation spécialisée de ses professionnels et du besoin basic et continue de transmettre l'information sur thématiques diverses. Il existe en particulier un besoin d'agir afin d'étendre et de soutenir les programmes de formation continue dans le domaine du journalisme environnementale à un niveau national et international.

L'UICN, l'AECID et la FM6E ont réagit à ce besoin par la mise en œuvre de ce projet, afin d'aider les étudiants ainsi que les professionnels de l'information, à effectuer un journalisme plus informé. Pour cela, le Centre de Coopération pour la Méditerranée de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN-Med) et la Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement (FM6E) au Maroc avec le soutien de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), ont organisé des cours, en collaboration avec d'autres institutions, destinés aux journalistes en Afrique du Nord. Par conséquent, la plate-forme e-learning est apparut, un espace sur la page web : http://www.rcmdd.ma/ où les participants peuvent consulter des contenus, poster leurs travaux ou télécharger ceux de ses camarades, c'est un autre moyen d'apprendre.

Durant le mois de Juin, un atelier de travail a été organisé pour les jeunes journalistes en Afrique du Nord. La réunion s'est tenue à Rabat et a été suivie par des professionnels venus d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Les participants à cet atelier ont contribué aussi avec leurs travaux journalistiques et parmi ceux-ci, trois journalistes ont été sélectionnés pour participer au Congrès Mondial pour la Conservation de la Nature tenu à Jeju (Corée du Nord) le mois de septembre 2012.

Ce dossier comprend les travaux journalistiques préparés par les étudiants et les journalistes qui ont participé au cours de formation sur : les énergies renouvelables, les forêts et le changement climatique, ainsi que par quelques-uns des participants à l'atelier des «jeunes journalistes», organisé à Rabat par l'UICN-Med et la FM6E.

L'élaboration de ce dossier ainsi que la création d'un groupe thématique sur facebook, sont le résultat des recommandations des participants à l'atelier des journalistes à Rabat, dont le texte figure également à l'annexe. Le but de cette initiative a été la promotion de la création de contenus environnementales grâce à la coopération entre les journalistes à un niveau régional, la diffusion d'articles, de nouvelles et de documentations pertinentes ainsi que le renforcement des possibilités de perfectionnement professionnel pour sensibiliser davantage la société civile dans la région et de contribuer ainsi à un développement plus durable.

Plus d'informations sur le projet:

http://www.iucn.org/about/union/secretariat/offices/iucnmed/?10345/Bilan-et-perspectives-du-journalisme-environnemental-au-Nord-de-lAfrique

MAROC

Ihssane Talal, journaliste d'origine marocaine, travaille depuis quatre ans à l'Association Nationale de la Radio et de la Télévision au Maroc (SNTR Al oula). Le jeune journaliste audiovisuel présente dans son article une expression claire de la lutte contre le changement climatique à l'aide d'énergies renouvelables à la fois qu'une réduction de la consommation de pétrole. Son article on le trouve également sur le site web qui apparaît à la fin de cet article.

Les énergies renouvelables, une solution aux changements climatiques

Ihssane Talal - RTM (émission Ecologia)

Les énergies renouvelables, une solution aux changements climatiques, elles doivent représenter une proportion de plus en plus importante dans l'approvisionnement mondial en énergie si nous voulons faire face aux menaces environnementales et économiques que représentent les changements climatiques.

La réduction de la consommation de pétrole dans le monde est une priorité car le pétrole dégage (lorsqu'il est consommé) du gaz carbonique et ce gaz carbonique est très néfaste pour notre planète. Et le fait qu'un réchauffement planétaire de plus de 2 degrés au dessus du seuil préindustriel pourrait échapper aux menaces les plus tragiques du changement climatique. L'énergie éolienne est une énergie renouvelable générée par la force du vent. C'est une énergie propre car elle n'émet pas de gaz à effet de serre, n'utilise pas de ressources fossiles, et ne produit pas de déchets. L'énergie éolienne va dans le sens d'une politique de développement durable car elle est réversible, renouvelable, recyclable et ses impacts environnementaux sont maîtrisables (bruit, intégration dans le paysage…).

Bien sûr les énergies renouvelables ont des applications qui sont très vastes. Ces technologies ne sont pas encore parfaitement rentables mais sans aucune doute, d'ici quelques années, il sera possible de concevoir des éoliennes beaucoup moins cher et aussi productives.

PJ : reportage télé en arabe diffusée a la 1ere chaine concernant ce sujet.

http://ecologiamaroc.com/video.php?Vid=26

L´Energie éolienne… vers une énergie renouvelable et propre

Ihssane Talal

Nous allons examiner la question relative à l'utilisation des combustibles fossiles comme source d'énergie renouvelable, ainsi que les risques qu'elles posent sur les plans de la santé et de l'environnement.

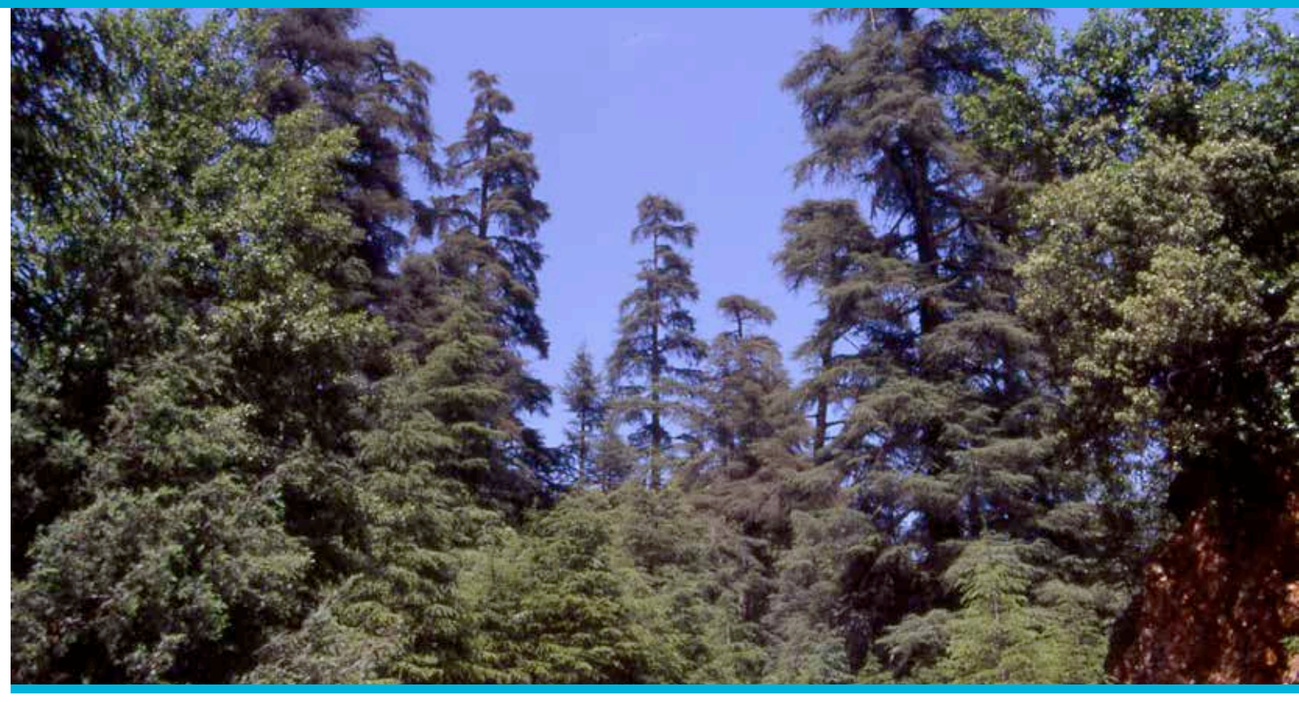
- Quel est l'impact de l'utilisation des combustibles fossiles comme source d'énergie non renouvelable sur notre système écologique ?
- Quels sont les effets nocifs de ces combustibles sur la santé humaine ?
- Quels sont les types et les composantes de ces combustibles ?
- Quel est le rôle de l'énergie éolienne comme une alternative pour une énergie renouvelable ?
- Qu'est-ce que l'énergie alternative non polluante de l'environnement?
- Et en fin, quelles sont les étapes par lesquelles passe l'énergie éolienne pour produire une énergie propre et renouvelable ?

Problématique

La pollution de l'air, le réchauffement de la planète et le changement climatique figurent parmi les grands enjeux environnementaux qui revêtent une attention particulière chez tous les intervenants dans le domaine de l'environnement, et ce, au regard des problèmes qui peuvent en découler sur les plans de l'environnement et de la santé.

Les combustibles fossiles sont l'une des sources d'énergie non renouvelables qui ont un effet négatif sur l'atmosphère.

M. Issameddine Lamrani, professeur en sciences de la vie et de la terre, nous donne



© Pedro Regato

des explications sur les inconvénients de cette énergie :

L'énergie non renouvelable est une énergie résultant d'un ensemble de phénomènes observés au niveau des différentes couches de la planète, où se sont formés une faune et une flore.

Après des millions d'années, cette énergie organique s'est transformée en une énergie quantifiable qui couvre plusieurs matériaux combustibles, susceptibles de produire de l'énergie, tels que le pétrole et le charbon.

Pour produire cette énergie, on procède à l'incinération des combustibles fossiles. Mais cette opération constitue l'un des principaux facteurs de la pollution de l'air et engendre ainsi le réchauffement climatique résultant des gaz à effet de serre et empêchant le renversement du réchauffement de la terre et sa transmission à l'extérieur, ce qui provoque une élévation de la température de la planète.

Quelles sont donc les effets négatifs de cette énergie non renouvelable?

On peut citer ce qui suit :

- L'augmentation de la température de la planète, mesurable en fractions de degrés Celsius, mais tangible sur le long terme.
- La fonte des neiges polaires, ce qui engendre l'augmentation du niveau des mers et des océans et inonde une grande partie des surfaces de la terre.

Cette situation représente une menace pour les habitants des îles qui s'élèvent à une faible altitude au dessus du niveau de la mer, et risque par conséquent d'engendrer ce qu'on appelle des « réfugiés climatiques », situation grave que l'on ressent actuellement dans le monde.

Les matériaux de combustion fossile dépendent des composantes de carbone lors de sa combustion avec l'oxygène, ce qui contribue à la production de la chaleur.

Cette combustion également représente d'autres inconvénients, tels que la libération de certaines substances nocives à l'environnement (le dioxyde de carbone - CO_2, le dioxyde de souffre - SO_2, le nitrogène, le plomb, le manganèse, etc.). Le rôle négatif de ces substances est amplifié si elles interagissent avec le climat, donnant lieu à ce qu'on appelle les pluies acides. L'acidité résultant de l'incinération des combustibles fossiles est la cause directe de la mortalité d'un grand nombre de poissons et d'algues. En effet, elle crée des « trous » dans l'environnement aquatique, laissant ainsi les lacs sans vie. De plus, les impacts environnementaux des pluies acides engendrent la fuite (perte) des composantes du sol, telles que le calcium, exterminant ainsi les organismes vivants dans le sol.

Lorsque ces pluies, dont l'acidité est relativement élevée, se précipitent sur les plantes, elles contribueront à la modification des caractéristiques du sol. L'effet de ces pluies constituera une catastrophe lorsqu'elles entrent en contact avec les cours d'eau et les lacs.

Nous avons demandé à Dr Rachid Khattar de nous éclaircir sur les risques de santé engendrés par ce problème environnemental.

Les gaz issus de ces combustibles engendrent des irritations qui peuvent survenir de manière directe, par exemple au niveau des yeux et du pharynx. L'exposition aux matières résultant de l'incinération des combustibles fossiles provoque également des problèmes de santé au niveau des voies respiratoires. Les irritations concernent également la trachée et engendrent des maladies comme les bronchites (toux, etc.), ainsi que des maladies chroniques comme l'asthme. Les combustibles fossiles constituent actuellement la principale source de près de 80% de l'énergie dans le monde industriel. Les experts prévoient que cette énergie s'épuise dans moins de 50 ans.

Les initiatives :

Dans le nord du Maroc, en particulier dans la ville de Tanger, une nouvelle expérience, la plus importante du genre en Afrique, est menée pour convertir l'énergie du vent en énergie électrique. Il s'agit d'un projet

© Pedro Regato

environnemental dans le domaine des énergies renouvelables, qui consiste en un chantier pour la production d'électricité grâce à une capacité d'énergie éolienne atteignant 140 Mégawatts.

S'inscrivant dans le cadre du Programme national de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables, ce projet a été élaboré par l'ONE en partenariat avec une société espagnole opérant dans ce domaine. 165 est le nombre de générateurs électriques opérant à partir d'éoliennes installées sur des piliers tubulaires au niveau de cette station montagneuse. Chaque générateur produit 690 KW.

Cette quantité, qui est réduite grâce à des transformateurs, à 33 KW, est transportée au Centre de Transformation de Mallousa et distribuée par la suite au niveau du réseau électrique marocain. Ce projet, dont le budget s'élève à 2500 millions de dirhams, vise à produire annuellement 526 Mégawatts. Sur le plan environnemental, ce projet permettra d'économiser 120.000 tonnes de carburant et d'épargner 470.000 tonnes de CO2 à effet de serre. Le choix de l'Office National de l'Electricité, en vue de mettre en place ce projet, est porté sur la région de Tanger qui est caractérisée par la présence de vents tout au long de l'année.

M. Krich Abdallah est le Directeur du service « Energies renouvelables » au sein de l'Office National de l'Electricité :

La demande en énergie ne cesse de croître dans tous les pays du monde, y compris le Maroc, où le taux de croissance de la demande en énergie électrique atteint 6,5% par an. Etant donné la quantité limitée des sources d'énergie fossile (charbon, gaz, pétrole), il est désormais primordial de recourir à des énergies renouvelables et non polluantes. Il s'agit d'un projet qui a été mis en œuvre grâce à l'initiative nationale de développement humain, et ce à la suite d'études préliminaires menées par l'ONE.

L'ONE a mené des études préliminaires réussies concernant la mesure de la vitesse du vent, ainsi que des études topographiques, géotechniques et sur la résistance aux séismes. Grâces à ces études, il a été possible de lancer le projet de parc éolien qui couvre 1,5 Gigawatt/heure/jour. A travers cette source d'énergie idéale, il est désormais possible d'éviter l'émission de gaz nocifs à l'environnement et de contribuer à la promotion de la santé publique. En effet, la production annuelle de l'énergie éolienne dépasse 4 fois la consommation de l'énergie électrique. Cette énergie écologique est donc une énergie non polluante de l'environnement. Durant les dernières années, la production mondiale de l'énergie éolienne s'est multipliée par quatre, en particulier entre les années 2000 et 2006. Il s'agit donc de l'une des énergies renouvelables les plus efficientes. L'énergie éolienne permet de produire une valeur énergétique hautement importante. En effet, il sera possible de réduire le taux de pollution si les composantes des éoliennes, à la fin de leur cycle de vie, sont recyclées dans le but d'en produire de nouvelles. Ces éoliennes sont mises en réseau grâces à des dispositifs spéciaux, installés au niveau de la station de contrôle.

M. Nejjar Mohammed Nabil, responsable dans une société privée opérant dans le domaine de l'installation des éoliennes, nous donne des explications :

Notre société est spécialisée dans l'installation d'éoliennes au Maroc, dont la production se fait en Espagne. Le personnel de la société opère 24/24h, mais les pannes potentielles sont notifiées au niveau du système de contrôle et une équipe est envoyée à cet effet pour la réparation de ladite panne.

Comment donc est produite cette énergie éolienne ?

Les hélices de ces éoliennes opèrent sous commande hydraulique et tournent en fonction de la direction du vent. Cette rotation est transmise à travers un multiplicateur de vitesse, installé à l'intérieur de l'éolienne. Le générateur produit une énergie de 690 Volts, tandis que la puissance nominale de chaque éolienne est de 850 KW. La réalisation d'objectifs conséquents au niveau environnemental est donc la finalité escomptée par l'ensemble des responsables de ce Projet. Ces éoliennes opèrent grâce à l'énergie du vent. Après la station de Tanger, nous avons entamé la mise en œuvre d'un programme complémentaire permettant de produire 1000 Mégawatts, notamment en partenariat avec le Fonds Hassan II et la Société Nationale d'Investissement.

Le but est d'équiper 5 régions : Tanger Dalia ; Koudia Al-Baida (Tétouan) ; Taza ; Laayoune et Boujdour. Cette Station sera progressivement mise en œuvre à partir de la période 2014-2020. Il s'agit donc d'une énergie alternative et renouvelable qui permettra de réduire l'émission des gaz polluants et, par la même, conserver notre atmosphère et protéger la santé publique.

Les feux de forêts … un danger qui nous menace

Ihssane Talal - Réportage TV

Dans cet épisode de l'émission « Ecologia. ma », nous examinerons les raisons qui se cachent derrière les feux de forêts au Maroc, en se basant sur des données et des indices permettant de dévoiler le danger qui menace le système environnemental et forestier. Nous allons également mettre en exergue le rôle de l'ensemble des acteurs dans la sensibilisation à l'importance de notre patrimoine forestier au sein de ce système.

Quels sont donc les facteurs qui engendrent les feux de forêts ?

Quel est l'impact de ces incendies sur notre système environnemental ?

Et enfin, quels sont les dégâts que peuvent causer les feux de forêts ?

314 est le nombre le plus récent des feux de forêts enregistrés au niveau national depuis le début de cette année. Ces feux ont contribué à la destruction d'une superficie de 974 mille hectares. Selon la végétation, la distribution de ces feux montre que seulement 140 d'entre eux ont endommagé 581 hectares de superficie plantée en arbres.

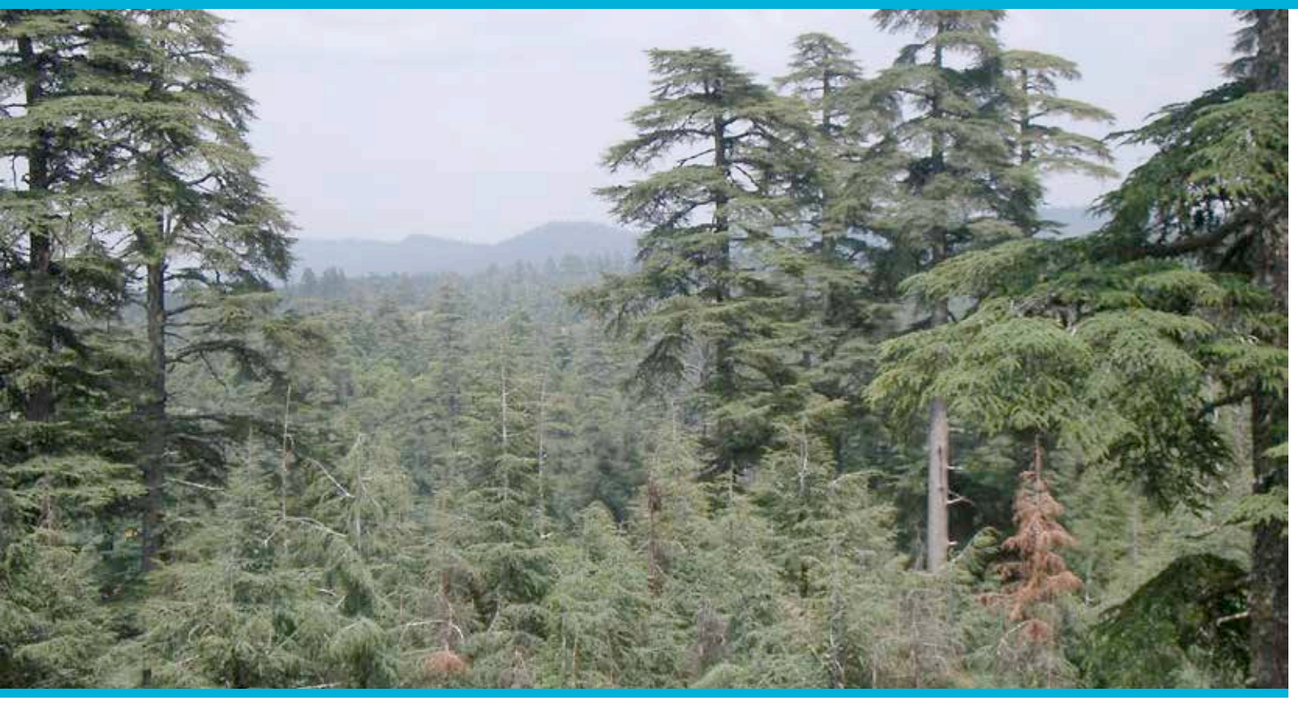
Le caractère inquiétant de ces chiffres nous pousse à soulever la problématique des feux de forêts dans notre pays. Les feux de forêts sont parfois difficiles à éteindre pour les sapeurs pompiers, risquant ainsi de prendre une ampleur inquiétante. Les arbres endommagés par ces incendies ont besoin de plusieurs années pour se régénérer. Cependant,

les feux de forêts ont des répercussions néfastes sur notre système écologique, étant donné que ces arbres constituent les « poumons » de notre environnement. Les feux de forêts constituent l'un des problèmes environnementaux les plus graves qui se posent au cours de certaines périodes de l'année. En effet, près de 80% d'entre eux interviennent pendant l'été, période caractérisée par la forte hausse de température. En plus des autres facteurs naturels, liés au changement climatique et qui sont à l'origine de ces feux de forêts, il ne faut pas oublier l'immaturité des comportements humains vis-à-vis de l'environnement.

Il existe plusieurs raisons qui se cachent derrière les feux de forêt, dont notamment les mégots de cigarettes, les barbecues laissés négligemment dans les forêts et causant ainsi ces feux, en plus de l'absence de sensibilisation dans ce domaine. Il existe aussi d'autres raisons donnant naissance aux feux de forêts. Ces facteurs, à la tête desquels figurent les activités menées par certains agriculteurs et exploitants des forêts, entravent l'élaboration de politiques préventives qui visent à protéger ces forêts. M. Abderrahim Kabbaj, chef régional de la région de Tanger-Tétouan, nous explique ces raisons :

« Presque la totalité des feux de forêts sont dus aux activités anthropiques (humaines). Les activités dites « non volontaires » sont causées notamment par ceux qui, pour extraire le miel, allument des feux dans les forêts, négligeant ainsi toute règle concernant ce processus. Ces agriculteurs, laissent leurs enfumoirs dans les forêts et causent ainsi, par la force de la chaleur, des incendies incontrôlables ».

Plus de 95% des incendies au Maroc sont classés parmi les espaces stériles. Tandis que la superficie des zones endommagées



atteint à 1.200 hectares, à une moyenne de 250 incendies par an, dont le plus récent a été enregistré dans la forêt d'Agadir, brûlant une superficie de 300 hectares dans les environs d'Idaoutanane. Ces incendies ont de nombreux inconvénients au niveau de l'air et du sol. Ils peuvent se résumer dans le manque d'oxygène, le manque de filtrage du CO2, ainsi que le sol qui est endommagé par les pluies en cas d'absence des forêts (déboisement). Nous nous situons actuellement dans la forêt de Bouskoura qui connaît annuellement près de 15 incendies durant l'été. Ces incendies endommagent chaque année une superficie de plus de 3 hectares.

Le délégué provincial des Eaux et Forêts à Casablanca nous parle des raisons de ces incendies :

Les comportements humains figurent parmi les raisons principales des feux de forêts. En effet, les utilisateurs des forêts insistent sur le fait de cuisiner des plats ou d'installer des barbecues sans prendre la moindre précaution. En observant certains espaces de la forêt, nous remarquons les traces de ces feux (de cuisson) au pied des arbres. Le danger s'amplifie à cause de la gomme inflammable que contient ces arbres, ce qui risque de dégénérer en un incendie incontrôlable. Les forêts marocaines couvrent une superficie d'environ 9 millions d'hectares, soit l'équivalent de 12% de la superficie totale du pays. Les forêts naturelles couvrent plus de 5 millions d'hectares, tandis qu'il existe plus de 3 millions d'hectares de steppes et 530.000 hectares de forêts cultivées. Les activités humaines peuvent endommager cette richesse, ce qui risque d'engendrer des inondations dues à la perte de la couche supérieure de la terre qui régule les cours d'eau et protège le sol contre les facteurs d'érosion.

A travers l'exemple de la forêt de Bouskoura, nous avons essayé de connaître les différents types d'arbres facilement inflammables.

La forêt de Bouskoura abrite deux types d'arbres : les gommiers et les arbres à feuilles. Les premiers sont des arbres à fibres qui contiennent de l'huile et sont donc inflammables, tandis que les seconds affichent une plus grande résistance aux feux. Nous sommes dans le nord du Maroc, plus précisément dans la ville de Tanger.

En effet, et au vu des nombreux incendies enregistrés au niveau de la région, les services concernés déploient des efforts considérables en vue de contrecarrer la propagation de ces incendies. Dans ce cadre, les services de la Protection civile joue un rôle important dans l'encadrement et l'extinction des incendies qui touchent parfois de vastes zones forestières. De même, ils assurent la supervision des équipes intervenant dans le processus d'extinction. Nous recevons des notifications de la part des services des Eaux et Forêts, de la gendarmerie royale, de la police ou des citoyens. Par ailleurs nous disposons de dispositifs qui nous permettent de connaître les arbres qui sont plus sensibles ou facilement inflammables, ou ceux qui accusent un taux élevé de propagation des feux. Nous sommes également en contact avec les services de la Météorologie et des Eaux et Forêts, ce qui nous permet, en cas d'incendie, d'intervenir par le biais d'un camion-citerne feu de forêt.

Le chef de la Protection civile de la région de Tanger-Tétouan vient de recevoir un appel téléphonique à propos d'un incendie qui a eu lieu dans l'une des forêts environnantes :

- La forêt de Rmilat est connue par ses incendies...
- Notre personnel et celui de l'Entraide nationale utiliseront un camion-citerne à cet effet.

L'équipe chargée d'éteindre le feu sera donc mobilisée.

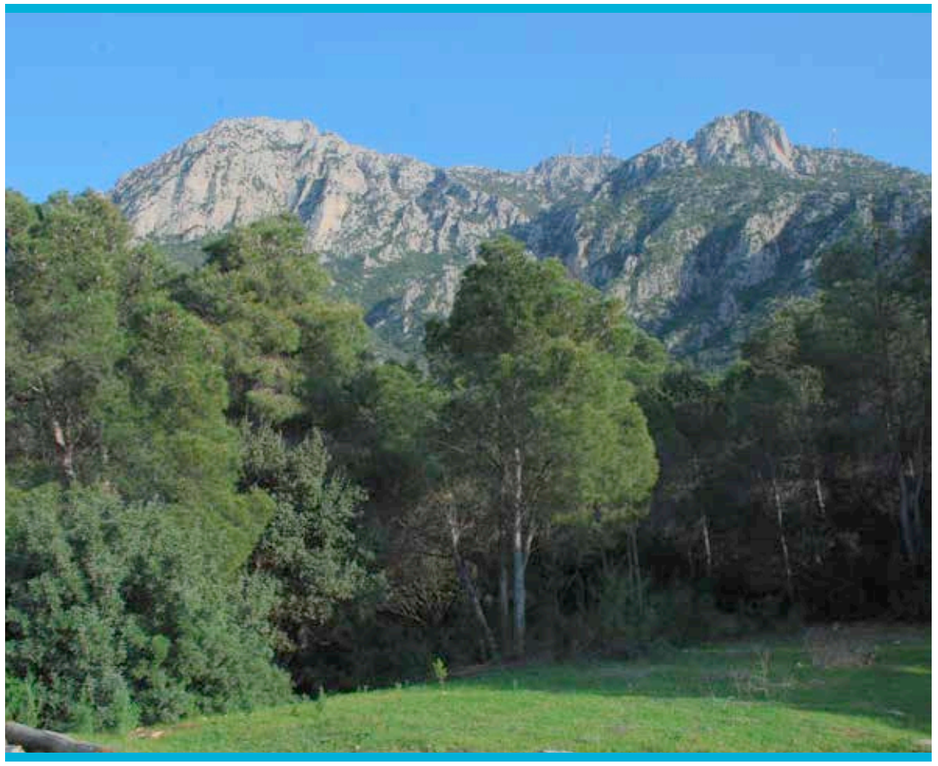
Nous nous somme dirigés vers le lieu de l'incendie, localisé dans la forêt de Rmilat, et où l'équipe est prête à entamer le processus d'extinction du feu. Une première intervention est faite grâce au camion-citerne feu de forêt (CCF), appuyée un régiment d'infanterie. Le processus d'extinction est entamé par une lance à débit réduit. Les membres de l'équipe essayent de localiser le feu et le cerner avant qu'il ne se propage. D'autres membres, accompagnés par le personnel de l'Entraide nationale, utilisent de petites pompes dorsales d'une capacité de 20 litres et contribuent ainsi au contrôle du feu. L'extinction du feu de forêts nécessite des quantités d'eau suffisantes et d'outils nécessaires à la suppression de toutes les sources d'incendie. Il s'agit également de mobiliser une équipe compétente afin de garantir le succès de l'opération.

L'opération a été un succès et a été accomplie en un temps record, d'où l'importance de notre présence dans les forêts. Le Premier Lieutenant, M. Houlaimi, nous déclare qu'à travers le système GPS, une superficie de 120 m^2 a été incendiée. Ce périmètre restera sous surveillance des équipes des Eaux et Forêts, de l'Entraide Nationale et de la Protection Civile pour s'assurer que le feu a été correctement éteint. Cette équipe a réussi cette année à éteindre plusieurs incendies dans la région de Tanger-Tétouan. Dans les années 2000, on enregistrait jusqu'à 220 interventions d'extinction, un chiffre qui est réduit cette année à 70 interventions.

Comment est-ce que le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts fait face aux feux de forêts ?

Une question que nous avons posée au chef du Centre de Conservation et Développement des Ressources Forestières dans la région de Sidi Yahya.

Abdelaziz Chamchaoui, chef du Centre de Conservation et Développement des



Ressources Forestières

Une première intervention s'opère par le biais d'un véhicule et de moyens spéciaux mis en œuvre à cet effet. Dans le cas d'un incendie à plus grande envergure, nous demandons le renfort des équipes de la Protection Civile et des autorités locales. Pour faire face aux feux de forêts, les mesures nécessaires sont prises afin de résoudre ce problème environnemental.

- Parmi les précautions qu'il convient de prendre, figure le contrôle continu, ainsi que la mise en place des pare-feu et des points d'eau.
- L'Etat est pleinement conscient de ce problème et consacre les fonds et les techniques nécessaires pour y faire face. Il procède également à la formation du personnel dans ce domaine, et ce dans le cadre d'échange de compétences entre le Maroc et les pays étrangers, notamment les pays africains, en plus d'autres efforts consentis en vue de protéger cette richesse qu'est la forêt.

Pour parer au risque des feux de forêts au Maroc, il est nécessaire de prendre des mesures préventives et promouvoir le contrôle des zones forestières les plus exposées à ce risque. De même, il convient d'élaborer une stratégie nationale globale pour contrecarrer les feux de forêts dans notre pays.

Vous pouvez le trouver à l'adresse:

http://www.ecologia.ma/video.php?Vid=16

MAROC

Fatima Zahra Tohry, a travaillé pendant cinq ans dans la revue l´Économiste. Consacrée à l'environnement, cette journaliste a aidé à couvrir une lacune dans le journalisme environnemental en Afrique du Nord.

Plan Maroc Vert: Les changements climatiques, ça se gère.

Fatima Zahra Tohry

Cette année encore, la sécheresse hivernale qui a touché l'Europe et une partie de la Méditerranée inquiète le monde agricole et les marchés des céréales. Après un automne particulièrement sec, plusieurs pays font face au manque de pluies. Sont concernés: l'Espagne, le Portugal et le sud de la Grande-Bretagne. Le Maghreb affiche aussi une situation similaire. Au Maroc, les sécheresses et la vague de froid ont fait prendre conscience aux décideurs du danger que représentent les perturbations du climat. Les pluies se sont raréfiées et une vague de froid sans précédent a sévit sur l'ensemble des régions depuis plusieurs jours. Ce qui s'est traduit par des dégâts sur les cultures sucrières, les légumes et légumineuses. Il faut s'attendre aussi à une flambée des prix alimentaires déjà en hausse sur certaines régions du Royaume.

Pour faire face à cette situation un plan anti-sécheresse est mis en place. Doté

Le manque de pluie met les agriculteurs et les marchés en alerte

- Le Maroc adopte des plans pour les aider
- Le pourtour méditerranéen affecté par la sécheresse et les incendies

d'une enveloppe de 1,53 milliard de DH, le programme cible exclusivement la sauvegarde du cheptel. Ce financement sera assuré par le budget de l'Etat, le Fonds de Développement Agricole et celui de Lutte contre les Catastrophes Naturelles. Au total, 42 provinces sont concernées. Elles relèvent des régions du Haouz-Tensift, des plateaux phosphatés, de l'Oriental et du sud d'Oum Errabii. Dans ces zones, le déficit pluviométrique est estimé à 60% en comparaison avec une saison normale. Et le couvert végétal y est pratiquement nul. En revanche, dans les régions de Chaouia-Ourdigha, des Doukkala, du Gharb et de

Fès Saïss, la situation est jugée moins alarmante. Du moins pour ce qui est de l'état des pâturages. De son côte, la Banque Mondiale appuie aussi le plan Maroc Vert. Elle a déjà approuvé un don d'un montant de 4,35 millions de dollars (34,7 millions de DH) pour renforcer la capacité des agriculteurs marocains à s'adapter aux effets du changement climatique. Ce dernier pourrait compromettre les progrès accomplis dans le cadre du plan Maroc Vert en aggravant les risques de mauvaises récoltes ou même d'anéantissement de celles-ci.

Le projet, intitulé «Intégration du changement climatique à la mise en oeuvre du plan Maroc Vert», permettra de financer des mesures d'adaptation au changement climatique au profit de petits exploitants agricoles de cinq régions du Maroc (Chaouia-Ourdigha, Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, Tadla-Azilal, Doukkala-Abda, Gharb-Chrarda-Beni Hssen). Il introduira une composante «adaptation au changement climatique» dans environ dix projets pilotes couvrant quelques 2.500 petits agriculteurs. En outre, les agriculteurs de la zone des projets pilotes bénéficieront de formations et d'activités de sensibilisation. Celles-ci toucheront également plus de 200 employés d'institutions participant à la mise en oeuvre du plan Maroc Vert.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) avait prédit que des épisodes extrêmes vont s'accroître à cause du réchauffement climatique : «Vagues de chaleur plus intenses en Europe, sécheresses plus régulières en Afrique et submersions plus dévastatrices dans les îles». Pour le Giec, l'Europe de l'Ouest apparaît particulièrement à risque pour les vagues de chaleur, notamment en bordure de la Méditerranée. D'un autre côté, la température moyenne de la planète a augmenté d'environ 1 °C durant le siècle passé. Les scientifiques prévoient une hausse supplémentaire de 1 à 5 °C d'ici 2100 en fonction du niveau d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Crucial, Avril

Il faut s'attendre donc à un climat d'avril plutôt crucial. Notre voisin, l'Espagne en proie avec des mois d'avance à des incendies, perd ses cultures notamment dans la région de Castille-et-Leon, première province productrice de céréales. La situation est aussi à déplorer en France, premier producteur européen de blé. La situation est irréversible et le déficit hydrique inquiétant. Les experts parlent même des restrictions d'eau qui pourraient être imposées dans certaines régions. Depuis septembre, les cumuls de précipitations sont déficitaires de 25 à 50% pour toute la partie ouest et sud-ouest de la France et la situation a été aggravée par un mois de février extrêmement sec. Au 1er mars, 80% des nappes phréatiques affichaient un niveau inférieur à la normale en France, indique le Bureau de recherches géologiques et minières.

Article basée sur des informations déjà publiées sur l'Economiste.

Vous pouvez le trouver à l'adresse:

http://www.rcmdd.ma/travaux-des-journalistes/doc/FatimaZohra_Tohry-Maroc-changements_climatiques.pdf

MAROC

M Taha Amiar, journaliste marocain, travaille sur le site web Massolia.com depuis quatre ans. Massolia est la première communauté en ligne dédiée aux technologies vertes et à l'environnement au Maroc. Il a été l'un des lauréats du concours «Atelier des jeunes journalistes", et par conséquent, il s'est rendu à Jeju pour couvrir le Congrès Mondial de la Nature.

Ecosystèmes et développement économique : quelles interactions ?

M Taha Amiar

Quand le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a vu le jour, en 1972, « les complémentarités avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature étaient naturelles et n'ont pas tardé à se matérialiser », souligne Ibrahim Thiaw, Directeur de la Division de la mise en œuvre des politiques environnementales au PNUE. Cette coopération permet aux deux institutions d'interagir vis-à-vis des états-membres et des sociétés civiles, afin de diffuser les idéaux du développement durable et de la conservation de la nature. Elles veillent à porter sur le devant de la scène les débats sur la sécurité alimentaire, la biodiversité et les aires protégées. Le PNUE a aussi été l'origine du concept de la croissance verte, à l'occasion de la conférence de Rio en 1992, ouvrant la réflexion sur une transition vers une économie durable. Il s'agissait d'une tentative de réponse à Indira Gandhi, qui souligné, en 1976, dans les pays en développement, le cercle vicieux entre pauvreté et dégradation de l'environnement : « La pauvreté est la forme la plus grave de pollution ». Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE rappelle « la nécessité de changer les paramètres économiques », par la prise en compte du bien-être de la planète dans la satisfaction des besoins des hommes.

En mai 2012, le rapport « Global Environmental Outlook » mettait l'accent sur le changement à venir dans les paradigmes. « Rio+20 a renforcé l'importance de la contribution de la croissance verte pour la consécution d'un objectif durable», conclut Achim Steiner.

Par rapport à la grande région Méditerranée et Afrique du Nord, Ibrahim Thiaw, rappelle la contribution du PNUE tant à des projets de conservation qu'à ceux d'approvisionnement en eau potable. Signée en 1976, la Convention de Barcelone, amendée en 1995, et les protocoles élaborés dans le cadre de cette convention visent à réduire la pollution dans la zone de la mer Méditerranée et de protéger et améliorer le milieu marin dans cette zone en vue de contribuer à son développement durable. « Il s'agit d'un exemple unique de coopération internationale » visant à la lutte contre la pollution en haute mer, par la généralisation du traitement des eaux, la mise en place des aires marines protégées et la limitation des quotas de pêche, autant de mesures, par ailleurs, « précisés lors de la CoP de Marrakech en 2009 », se remémore Ibrahim Thiaw. Au sujet des ressources en eau, la situation régionale est difficile. Ibrahim Thiaw rappelle la situation de Gaza où 1,5 millions de personnes vivent sans eau potable, même si un compromis est en passe d'être trouvé avec la construction d'une station de dessalement, en …. Egypte. Il appelle à la généralisation des approches de gestion environnementale prévisionnelle aux différents projets à venir afin d'éviter des zones mortes environnementales et des conséquences socio-économiques dévastatrices. Près de trois millions de tonnes d'eaux usées sont rejetées chaque année dont à peine 10% sont traitées.

Plus d´articles dans :

http://news.massolia.com/tag/iucn/

MAROC

Mohamed Tafraouti, journaliste de presse écrite, Il est l'éditeur de la page Web **www.marocenv.com**, et correspondant du Magazine « *Al-bia wal-tanmia /environment & development* ». Il est également membre de l'Union de la Presse Marocaine, et membre de l'Association des Journalistes Scientifiques Arabes. Il est très attaché à l'environnement, en tant que membre du Forum Arabe pour l'Environnement et le Développement (AFED). Il est également président du Réseau de la Presse Marocaine pour l'eEvironnement et le Développement Durable.

المنعطف

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة تقيم

حصيلة وآفاق مشروع "تحسين قدرات الصحفيين الشباب بشمال إفريقيا" في مجال التنمية المستدامة

■ محمد التفراوتي

أضحى الرهان على تنمية الوعي البيئي لدى الناشئة والشباب ضرورة ملحة ، لتهيئة خلف ناضج يتسلم مشعل إعمار هذه الأرض . وبات ملحا مقاربة الإعلام البيئي من منطلق تربوي تعليمي. وذلك عبر تمكين الشباب من اكتساب معارف ومؤهلات تذكي فيهم الفهم السليم لأساسيات المحافظة على المحيط البيئي. وتقودهم نحو تجويد سلوكاتهم اليومية واستيعاب ذلك الشعور السامي بكون وطننا ليس المنزل أو الشارع أو البلد الذي نعيش فيه بل هو الأرض نفسها .

من نفس المنطلق تم إعداد دورة تكوينية عن بعد لصحفيين شباب حول التنمية المستدامة بشمال إفريقيا من قبل مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة التي تراسها الأميرة لالا حسناء مع مركز التعاون لحوض المتوسط للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة ملقا UICN-Med (اسبانيا) وبدعم من الوكالة الاسبانية للتعاون الدولي AECID

وتبعا لمرحلة تدريبية أولى، التي انطلقت منذ مارس الماضي 2012، لفائدة الصحفيين البيئيين الشباب في إطار مشروع تحسين قدرات الصحفيين الشباب بشمال إفريقيا في مجال التنمية المستدامة ، نظم مؤخرا لقاء تقييميا ، وقف من خلاله المشاركون على مختلف الجوانب المعرفية والبيداغوجية المعتمدة في التدريب . وتناولوا بالشرح والتحليل خلال مائدة مستديرة رهانات الصحفيين نحو إعلام بيئي مستعرضين مختلف الصعوبات والآفاق الممكنة.

وتخلل اللقاء زيارة المشاركين لمعرض الصور "نظرة أخرى على البيئة" المتواجد بالمكتبة الوطنية للمملكة بالرباط والذي يحوي أكثر من 52صور للصحفيين الشباب من أجل البيئة تعكس سلوك الإنسان حول بيئته. كما تمت زيارة ميدانية للمدار البيداغوجي الموجود بالحدائق العجيبة بمنطقة بوقنادل

وتناول المشاركون طيلة مدة التكوين وحدات تدريبية تتمحور حول تغير المناخ، والطاقة المتجددة وأهمية النظم الايكولوجية للغابات رفقة دليل التكوين لليونسكو شريك للمؤسسة الذي وضع لأجل الإعلاميين شركاء في التعليم من أجل التنمية المستدامة.

ونشط هذا التدريب عن بعد مهنيون في التواصل وبدعم من لجنة علمية ذات الخبرة في مجال التنمية المستدامة في منطقة البحر الأبيض المتوسط.

يشار إلى مشروع تحسين قدرات الصحفيين الشباب بشمال إفريقيا " جاء بمبادرة من الأميرة لالا حسناء بمناسبة الاحتفال الأخير بالذكرى العاشرة لبرنامج "الصحفيون الشباب من اجل البيئة" وياتي إنجاز هذا المشروع بشراكة مركز التعاون من أجل المتوسط الذي يجمع المغرب و الجزائر و تونس و الذي يهدف إلى تحسين قدرات الصحفيين الشباب المشاركين عن بعد و اكتسابهم كفايات جديدة صحفية و بيئية.

المغربية الصحراء AL MAGHRIBIA

تحت إشراف مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة

تنمية الوعي البيئي لدى الناشئة والشباب

صورة جماعية للمشاركين (خاص)

محمد التفراوتي

■ أضحى الرهان على تنمية الوعي البيئي لدى الناشئة والشباب ضرورة ملحة، لتهيئة خلف ناضج يتسلم مشعل إعمار هذه الأرض. وبات ملحا مقاربة الإعلام البيئي من منطلق تربوي تعليمي عبر تمكين الشباب من اكتساب معارف ومؤهلات تذكي فيهم الفهم السليم لأساسيات المحافظة على المحيط البيئي، وتقودهم نحو تجويد سلوكاتهم اليومية واستيعاب ذلك الشعور السامي بكون وطننا ليس المنزل أو الشارع أو البلد، الذي نعيش فيه بل هو الأرض نفسها.

من المنطلق ذاته، جرى إعداد دورة تكوينية عن بعد لصحافيين شباب حول التنمية المستدامة بشمال إفريقيا من قبل مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة، التي تراسها صاحبة السمو الملكي الأميرة لالا حسناء، مع مركز التعاون لحوض المتوسط للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة وبدعم من الوكالة الإسبانية للتعاون الدولي.

وتبعا لمرحلة تدريبية أولى، انطلقت منذ مارس الماضي 2012، لفائدة الصحافيين البيئيين الشباب في إطار مشروع «تحسين قدرات الصحفيين الشباب بشمال إفريقيا» في مجال التنمية المستدامة، نظم أخيرا لقاء تقييميا، وقف من خلاله المشاركون على مختلف الجوانب المعرفية والبيداغوجية المعتمدة في التدريب. وتناولوا بالشرح والتحليل خلال مائدة مستديرة، رهانات الصحفيين نحو إعلام بيئي مستعرضين مختلف الصعوبات والآفاق الممكنة.

وتخلل اللقاء زيارة المشاركين لمعرض الصور «نظرة أخرى على البيئة» الموجودة بالمكتبة الوطنية للمملكة بالرباط، الذي يحوي أكثر من 52 صورة للصحافيين الشباب من أجل البيئة، تعكس سلوك الإنسان حول بيئته، كما جرت زيارة ميدانية للمدار البيداغوجي الموجود بالحدائق العجيبة بمنطقة بوقنادل.

وتناول المشاركون طيلة مدة التكوين وحدات تدريبية تتمحور حول تغير المناخ، والطاقة المتجددة وأهمية النظم الايكولوجية للغابات رفقة دليل التكوين لليونسكو شريك للمؤسسة، الذي وضع لفائدة الإعلاميين شركاء في التعليم من أجل التنمية المستدامة.

ونشط هذا التدريب عن بعد مهنيون في التواصل بدعم من لجنة علمية ذات الخبرة في مجال التنمية المستدامة في منطقة البحر الأبيض المتوسط.

يشار إلى مشروع «تحسين قدرات الصحفيين الشباب بشمال إفريقيا» جاء بمبادرة من صاحبة السمو الملكي الأميرة لالا حسناء، بمناسبة الاحتفال الأخير بالذكرى العاشرة لبرنامج «الصحافيون الشباب من أجل البيئة»، ويأتي إنجاز هذا المشروع بشراكة مركز التعاون من أجل المتوسط الذي يجمع المغرب والجزائر وتونس، الذي يهدف إلى تحسين قدرات الصحافيين الشباب المشاركين عن بعد واكتسابهم كفايات جديدة صحفية وبيئية.

Article sur le forum de Rabat :

المغربية للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة تعزيز التنوع البيولوجي: تأسيس الدجنة

http://globalarabnetwork.com/science/6120-2011-10-12-22-09-03

تشاوري للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة بالرباط (IUCN)من ندى جوي

المغربية للاتحاد الدولي لصون الطبيعة تأسيس الدجنة

http://www.almaghribia.ma/Paper/Article.asp?idr=17&idrs=17&id=140654

http://www.facebook.com/AfaqByyyt?ref=hl

http://twitter.com/TafraoutiM

www.marocenv.com

TUNISIE

Hayet Ghanemi, journaliste tunisienne, travaille depuis six ans au journal « L´Assarih Tunisie ». Cet article nous informe de la situation des forêts tunisiennes, qui sont de plus en plus dégradés. Les reserves naturelles du pays sont menacés par la dégradation du terrain autant que par le surpâturage.

Les réserves naturelles en Tunisie et le risque de dégradation du système environnemental

Des arbres vieux de plus de 110 ans sont déracinés, une faune menacée de disparition et des associations environnementales tirent la sonnette d'alarme.

Hayet Ghanemi

Les violations continuent d'être perpétrées contre les parcs nationaux depuis le 14 janvier jusqu'à présent. En effet, plusieurs citoyens, résidants à proximité de ces parcs, les ont attaqués et en ont déraciné des arbres vieux de plus de 114 ans pour y construire des habitations. Vu cette situation, et au risque de subir les effets négatifs de ces atteintes sur, d'une part, la dégradation du système environnemental et, d'autre part, le blocage d'efforts qui ont demandé plus de trois décennies pour mettre ce système sur pieds, un organisme environnemental constitué de 41 associations tunisiennes, à la tête desquelles se trouve la Représentation du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a lancé un appel de détresse condamnant les exactions subies par la faune des réserves privées, dont la plupart est menacée de disparition. La situation actuelle de ces parcs nationaux qui abritent une faune et une flore rares suscite une inquiétude majeure, étant donné que les questions environnementales ne figurent pas dans les priorités du gouvernement transitoire.

Pourtant, un organisme environnemental a été institué, comprenant des associations qui œuvrent pour la protection de la nature et de l'environnement en Tunisie. Cet organisme a dressé un état des lieux des réserves naturelles et considère qu'il s'agit d'une question que l'on devrait traiter de façon urgente.

Faire participer l'élément humain dans l'élaboration des projets environnementaux

M. Faouzi Maamouri, représentant tunisien du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM), a déclaré, dans une interview, que l'état des réserves naturelles en Tunisie prête à confusion en raison des exactions qu'elles subissent par de nombreux habitants des zones adjacentes.

Il a indiqué que les 3 réserves d'Achaanbi, de Bouhartma et d'Ichkeul ont subi des violations, y compris l'enlèvement des barrières, le déracinement d'arbres et la construction d'habitations. M. Maamouri a fortement critiqué l'approche environnementale inappropriée, adoptée par le gouvernement de l'ancien régime et qui consistait à exclure les habitants résidant à proximité de ces réserves et à mettre en place des grillages et des barrières bloquant l'accès à celles-ci, ce qui explique les actes de violation qui ont eu lieu depuis le début de la Révolution tunisienne. M. Maamouri a également souligné la nécessité de changer les comportements au sein de ces réserves naturelles nationales, en adoptant une approche participative qui consiste à faire participer les habitants de ces régions à la gestion en vue d'une meilleure intégration et d'une réconciliation avec les dimensions environnementales.

Il a souligné aussi que le véritable investissement dans ces réserves réside dans l'élément humain, dont la participation à la formulation des projets environnementaux contribuera à la protection de ces réserves. Quant aux projets ciblés par la représentation tunisienne du FEM, M. Faouzi Maamouri a déclaré qu'un projet pilote est déjà mené par le FEM dans le parc national de « **Cap Negro** » (Etat de Bizerte) et vise à mettre en place une approche « gagnant-gagnant » tant au profit des les habitants que de cette réserve.

Des plantes rares menacées de disparition et des fleurs décorant les forêts primitives depuis des dizaines de milliers d'années

Une visite de terrain à la réserve naturelle d'El Feija

Hayet Ghanemi

L'écotourisme consiste, dans son acception générale, à sortir du cadre de travail quotidien pour bénéficier du repos et des loisirs. Il consiste également à voyager dans les zones terrestres ou dans le désert en vue de profiter de leur beauté et de leur nature, riche en flore et en faune, et d'y exercer toute activité habituelle. L'écotourisme concerne aussi les villes côtières et les zones archéologiques ou montagneuses connues pour leur beauté et la fraicheur de leur climat, de même qu'il peut être pratiqué en mer, dans le cadre de promenades ou d'activités relatives à la pêche ou à la plongée sous-marine, où l'ont peut découvrir la beauté unique des créatures et du corail rare.

Selon le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'écotourisme consiste à « *visiter des zones naturelles relativement intactes ou peu perturbées, dans le but d'étudier et d'admirer le paysage et les plantes et animaux sauvages qu'il abrite, de même que toute manifestation culturelle (passée et présente), observable dans ces zones* ».

La Tunisie a inscrit cette nouvelle notion dans le cadre de sa stratégie touristique, d'autant plus que ce pays est riche par la diversité de ses sites naturels et de ses composantes environnementales, ce qui en a fait une attraction majeure ciblée par plus de six millions de touristes par an.

© Mourad Laribi

Cette beauté, qui impressionne les visiteurs de la Tunisie, est enrichie par une diversité inégalée de son histoire, de sa culture et de son patrimoine. En effet, l'écotourisme en Tunisie représente un vecteur clé pour le développement et la diversification du produit touristique, sans pour autant porter atteinte à l'environnement ni aux équilibres écologiques dans les zones susceptibles d'abriter ce type d'activités touristiques.

Le « Fonds pour l'Environnement Mondial - Bureau de la Tunisie » a organisé une journée d'information et une visite de terrain à la région d'El Feija, à 591 Km au Nord-ouest de Tunis, une zone montagneuse qui s'élève à une altitude comprise entre 155 m et 5515 m. El Feija est également une réserve naturelle fondée en 1995 pour la protection des cerfs de l'Atlantique, qui étaient menacés de disparition, la protection et la multiplication des plantes qui étaient en danger d'extinction, la conservation de la diversité biologique de la faune et de la flore, la sensibilisation des visiteurs à l'environnement ainsi que le développement de l'écotourisme.

El Feija, la zone la plus importante dans la chaîne montagneuse de Khémir

La flore du parc national d'El Feija couvre une superficie de 2962 hectares et est caractérisée par la diversité de son climat, de sa géologie et de son sol de qualité. En effet, El Feija est considérée comme la zone la plus importante dans le massif de Khémir, qui s'étend de la frontière algérienne (au nord de Ghar Ad-dimaa) à la côte Ouest de la ville de Bizerte. Ces montagnes, constituées de plis complexes formés pendant la fin de la troisième Ère, donnent sur de basses plaines couvertes de forêts denses et de vallées profondes, étroites et caractérisées de fortes pentes riches en plantes diverses et abondantes. De plus, les forêts d'El Feija sont couvertes de hêtres, s'étendant sur une superficie de 5692 hectares, de frênes, qui couvrent une superficie de 262 ha, et de 911 hectares contenant les deux types précités.

Les forêts de hêtre ajoutent au parc national une beauté qui le distingue de tous les autres parcs similaires. Cependant, le feuillage des hêtres, dépouillé par le vent

de l'automne, réapparait au printemps, contrairement aux frênes qui conservent leur feuillage tout au long de l'année et ne les renouvellent que tous les deux ans, d'une manière progressive. De même, leur squame est collectée pour une utilisation ultérieure. Le parc comprend également un ensemble d'espèces végétales menacées de disparition, dont les plus importantes sont : les orchidées qui ornent la forêt d'El Feija par leurs belles fleurs, la lavande stéchade (le « *halhal* »), le laurier, la scille et le genêt, ainsi que les fougères, dont l'ancêtre a, depuis des dizaines de milliers d'années, formé les forêts primitives. Parmi les travaux les plus importants qui ont été menés dans le parc, on peut citer l'aménagement de l'espace dédié à l'observation du cerf de l'atlantique ; la réalisation de la tour de contrôle (à une altitude de 5515 mètres) ; la création d'une aire de repos et de sports, en plus de l'acquisition de vélos tout-terrain (VTT) et de chevaux. De même, le parc d'El Feija n'est pas si éloigné de la région d'Ain Draham, bordée au Sud par Fernana, au Nord par Tabarka, à l'Est par Balta et à l'Ouest par l'Algérie. La ville s'élève à 5555 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer, tandis que la neige recouvre chaque hiver les montagnes du Nord-Ouest.

Vous pouvez les trouver à l'adresse:

http://www.rcmdd.ma/travaux-des-journalistes/doc/Hayet-ghanemi-Tunisie-1.pdf

http://www.rcmdd.ma/travaux-des-journalistes/doc/Hayet-ghanemi-Tunisie-2.pdf

TUNISIE

Slimen Ben Youssef, journaliste tunisien, et responsable du Bureau de presse adjoint du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement. Il s'est avéré être l'un des trois lauréats à se rendre à Jeju (Corée du Sud), pour couvrir le Congrès Mondial de la Nature.

Réunion et debat sur l'avenir de la Méditerranée

Slimen Ben Youssef

Plusieurs projets ont été proposés par les participants au Congrès International pour la Conservation de la Nature qui s'est tenue à l'île de Jeju. Il a été suivi par plusieurs personnalités et de nombreuses propositions ont été votées. Il y avait des présentations et des discussions de plusieurs personnalités éminentes dans le domaine de l'environnement, tout cela afin de promouvoir la coopération et l'organisation dans le but de «sauver» la planète. On pouvait voir dans cette «environnement Olympiques" des expositions et les moyens et directives à suivre afin de jouir d'une meilleure vie sur Terre.

L'UICN a organisé cet événement environnemental, le Congrès de Jeju, sur la base de quatre réunions sur divers sujets, qui porté sur la question de l'environnement dans la Méditerranée, y compris une rencontre exclusive sur les «zones protégées en Méditerranée et leur développement "menée par M. Maher Mahjoub – UICN (Malaga, Espagne).

Beniss, du Maroc et Ben Sallah, de la Tunisie, ont rejoint la spécialité des écosystèmes et les défis auxquels fait face la région méditerranéenne. Une réunion de l'UICN s'est également tenu ou on a présenté des études sur l'extinction des espèces dans les eaux et sur leur importance, à la fois socialement et économiquement, à partir de la côte marocaine jusqu'à Sijana, Tunisie.

Ces études mettent en évidence les avantages de la protection et le maintien de cette biodiversité. Et dans le même domaine, Numa Catherine, du Centre de Coopération pour la Méditerranée de l'UICN, a déclaré la nécessité de protéger l'environnement, car il est important non seulement pour les humains, mais aussi parce que la biodiversité protège la vie sur Terre, ergo l'humanité.

La croissance verte et le rêve de la connaissance

De nombreux aspects de la réalité de

Salle de prensse avec des membres d´UICN en Afrique du Nord

l'environnement méditerranéen et de ses composants ont été exposés à la troisième réunion à laquelle ont participé divers experts et professionnels tunisiens tels que Maher Mahjoub et Salah El Kamouni, où s'est mis au clair l'état des forêts et la conservation et protection des écosystèmes dans le Nord de l'Afrique.

Des manifestations culturelles ainsi que certaines formes de sensibilisation par le biais de la musique et des mélodies ont joué un rôle important pour acclimater les participants venus du monde entier qui n'avaient aucune difficulté à communiquer et à surmonter les barrières linguistiques et géographiques pour le bien-être de la planète et de la nature.

Vous pouvez le trouver à l'adresse:

https://cmsdata.iucn.org/downloads/article_jeju_3.pdf

Plus d´articles:

https://cmsdata.iucn.org/downloads/article_jeju16sept_2.pdf

ALGÉRIE

Zineb A. Maïche, journaliste algérienne, travaille à la Radio Internationale d'Algérie depuis cinq ans et a participé au Congrès Mondial de la Nature à Jeju. Cet article concerne l'utilisation correcte de l'eau dans l'agriculture. Elle présente des données sur la sécheresse en Algérie, étant un pays semi-aride, il faut recourir à l'irrigation goutte à goutte pour ne pas dépenser d'énormes quantités d'eau.

La goutte à goutte pour économiser l'eau

Une technique mal appréciée

Zineb A. Maïche

Les barrages sont pleins. Il pleut encore sur une bonne partie du territoire. Les neiges accumulées dans le Djurdjura, les Aurès et sur les massifs de la Mitidja n'ont pas totalement fondues. Le ministère des ressources en eau se frotte les mains et les agriculteurs dorment d'un sommeil plus léger. L'année 2012 est un grand cru pour l'eau. Le spectre des changements climatiques ne fait plus aussi peur et l'on se surprend à balayer d'un revers de main la perspective d'années de sécheresse, à tort. L'Algérie est un pays semi-aride. Il n'a pas autant neigé depuis 1956. Et de 1956 à ces dernières années, la courbe des températures est en hausse. La gestion de l'eau, son économie restent d'actualité. La population va augmenter, ses besoins s'accroître. Comment dès lors augmenter les récoltes agricoles en puisant au minima dans les ressources hydriques ? Une technique, sans être révolutionnaire, a le mérite de puiser l'eau de façon intelligente : le goutte à goutte. Précision : La technique du goutte à goutte a pour avantage de donner à l'arbre la juste quantité d'eau dont il a besoin. Cette technique est en effet contrôlable dans son débit et dans sa durée. Ce qui permet de réaliser une économie d'environ 80% par rapport à la technique de l'immersion de l'arbre par jet. Il est possible de mettre de l'engrais directement dans l'eau distillée et toujours en quantité souhaitée. Le système évite la pousse de mauvaise herbes, et les maladies cryptogamiques, souvent favorisées par l'aspersion par jet. Le sol n'est pas lessivé et l'agriculteur fait également des économies en main d'œuvre puisqu'il n'a plus besoin de personne pour arroser.

Le goutte à goutte est un arrosage automatique. Il suffit d'ouvrir le robinet et l'eau est distribuée à chaque plant selon le débit souhaité. Que des avantages, donc. En réalité non. Le plus gros frein au système est son financement selon la plupart des

agriculteurs. Même si de nombreuses entreprises aujourd'hui proposent ce type d'équipement, les prix restent chers pour un agriculteur moyen. Des subventions existent et le plan national de fonds agricoles vise à accorder des crédits aux jeunes agriculteurs à des taux d'intérêts incitatifs. S'il est vrai que les terres agricoles se sont multipliées grâce aux aides de l'état, peu d'agriculteurs aujourd'hui encore se dirigent vers le goutte à goutte. 74 % de ces agriculteurs, ignorent la quantité d'eau qu'ils utilisent.

Et « 82 % d'entre eux n'accordent que très peu d'importance au comptage de l'eau », peut-on lire dans une étude faite en 2008 par l'Institut national d'agronomie (Analyse de la mise en œuvre du plan national de développement agricole dans la première tranche du périmètre de la Mitidja Ouest, Algérie). D'autres raison sont invoquées par les agriculteurs quant à leur réticente pour cette technique : le matériel disponible sur le marché n'est pas de bonne qualité et la technicité du goutte à goutte rend son utilisation difficile.

Le défi est double : exiger plus de récoltes adaptées aux spécificités du sol avec peu d'eau. En réalité il est triple puisqu'il convient avant toute chose d'instruire les agriculteurs du bénéfice à gagner par

le goutte à goutte. Les fonds débloqués par l'Etat serviront à peu de choses si l'agriculteur n'est pas mobilisé. Il convient pour cela de l'informer quant à l'économie dégagée en eau et donc en argent par l'utilisation de cette technique.

Vous pouvez le trouver à l'adresse:

http://www.rcmdd.ma/travaux-des-journalistes/doc/Zineb_amina_Maiche-Alg%C3%A9rie-Changements_climatiques.pdf

Parc National d´Al Hoceima : Les populations locales partie prenante

Le balbuzard pêcheur, dont la plus grande concentration mondiale vit dans le Parc National d'Al Hoceima, est menacé d'extinction à l'échelle de la Méditerranée

Zineb A. Maïche

Depuis 2004, le Parc d'Al Hoceima bénéficie du statut de Parc National. C'est l'un des plus importants parcs au Maroc. Il est situé à l'Est du détroit de Gibraltar, il est réparti en deux zones : une zone dite du parc de 285 km^2 et une aire centrale marine de 23 km ce qui représente 308 km^2 environ, et une zone périphérique de 461 km^2. Le tout représente approximativement 769 km^2.

RIBI Mohamed est chef de division des parcs et réserves naturelles au Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification. Il nous parle du Parc d'Al Hoceima.

Quels sont vos objectifs pour le parc d'Al Hoceima ?

L'enjeu aujourd'hui c'est de gérer la pêche. Mais il convient également de développer l'écotourisme. Nous possédons beaucoup d'espèces rares dans le parc d'Al Hoceima et une des façons productives de le gérer est de faire découvrir ces espèces comme les nombreux oiseaux que nous pouvons observer. Cet espace est d'un intérêt primordial pour le Maroc mais aussi pour toute la Méditerranée. C'est pour cela qu'il existe un plan de gestion autour de ce parc.

En quoi cela diffère-t-il des autres Parcs Nationaux du Maroc ?

Le parc d'Al Hoceima a un règlement intérieur mais maintenant et c'est là que réside l'innovation, nous tenons compte

© Chadi Abi Faraj

© Nieves García

des populations qui vivent dans le parc. Les choses ne peuvent se faire sans elles. Nous avons procéder à des zonages mais sans exclure les populations locales. Et le Maroc s'inscrit tout à fait dans cette logique : nous sommes appelés à faire des plan d'aménagement avec les populations locales. L'idée est de développer d'autres activités comme l'artisanat et l'écotourisme. Nous ne sommes plus dans une logique de protection de la nature mais de conservation et de valorisation de la nature.

Comment entrez-vous en contact avec ces populations ?

Nous les sensibilisons, nous leur faisons voir tout l'intérêt qu'elles ont à travailler dans le respect des écosystèmes, et nous organisons des ateliers de travail avec elles.

Concernant l'aspect maritime du parc d'Al Hoceima, comment le préserver ? Avez-vous la même démarche avec les pêcheurs qu'avec les populations locales ?

Avec les pêcheurs, nous sommes flexibles. On ne demande pas trop aux pêcheurs. Je veux dire par là qu'on ne peut pas être exigeant. Il faut y aller graduellement sans les bousculer. Nous connaissons le problème de la pêche à la dynamite. On ne peut pas objectivement les en empêcher comme ça du jour au lendemain. Il faut dialoguer en et les responsabiliser. Il faut établir un partenariat. On peut les influencer et c'est vers ça que nous tendons pour le moment.

La désertification

Zineb A. Maïche

La désertification ce n'est pas le désert qui avance. Ou du moins, ce ne sont pas les dunes de sable qui progressent vers les terres. La désertification est un processus provoqué par l'homme et qui aboutit à la diminution des terres arables. Soit parce que ces terres nourricières ont perdu la bataille contre le béton. Soit parce qu'elles sont trop exploitées, mal exploitées, les rendant, à terme, peu productives. Et c'est exactement ce qui arrive en Algérie mais également au Maroc et en Tunisie. On en parle aussi en Espagne et dans le sud de la France.

Une question de priorité

Un phénomène perdure et prend de l'ampleur en Algérie : la population se concentre sur la bande littorale. Et parce qu'il faut se loger et répondre aux besoins de la population amenée à faire 45 millions d'habitants en 2030, on construit là où il reste de la place. Et cette place si c'est sur une terre agricole, et bien tant pis. De toute façon pour se nourrir, on fait appel à la pomme de terre canadienne et à la viande bovine d'Inde. C'est devenu un rituel durant le ramadan. Et à chaque rentrée sociale : on rassure le consommateur algérien qu'il ne manquera de rien.

L'argent du pétrole coulant encore à flot, nous ferons appel aux pays étrangers pour nous vendre leurs produits de consommation. Produits par eux et consommés par nous. « L'Algérie est l'un des pays qui importe le plus de produits agricoles sur le continent africain, avec 3,3 milliards de dollars de denrées alimentaires qui arrivent chaque année sur le marché domestique, soit 15 % des importations totales » souligne un rapport de l'Oxford Business Group. Pénurie de lait ?

© A. Cuttelod

Pas de problème : nous importerons des vaches ! Et que vont-elles manger ? Les prés, les prairies ont eux-mêmes été mangés. Par le béton, par nous. Bah, nous importerons le lait. Pour la modique somme de 800 millions de dollars par an. L'argent coule à flot, je l'ai dit.

L'argent, le nerf de guerre

En Algérie, la mobilisation est minime autour de la lutte contre la désertification. Il y a bien une journée mondiale pour la désertification mais elle ne dure qu'une journée. On plante un arbre ou deux, on les arrose. Et on reviendra le même jour l'année d'après au même endroit, planter un autre arbre car le précédent n'a pas survécu (cause de la mort : le béton, le manque d'eau ou une chèvre). La désertification fait encore partie du programme présidentiel. Officiellement. L'ancien ministre de l'environnement Cherif Rahmani avait même mis en place la fondation des déserts du monde. Ca faisait bien. Mais pour l'heure, la lutte contre la désertification est plutôt prise en charge par la Direction Générale des Forêts, sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Leur objectif : faire comprendre aux agriculteurs les mécanismes permettant à la terre d'être rentable.

A savoir : laisser la terre au repos pendant un temps définie. Pour l'agriculteur, ce repos signifie absence d'argent.

Imaginez : faire comprendre au berger que l'arganier de Tindouf et l'alpha de la steppe sont essentiels pour la survie de leurs écosystèmes respectifs et constituent un moyen efficace de lutte contre la désertification!

Et lui, en attendant, que va-t-il donner à manger à ses chèvres et ses moutons ? Et que va-t-il donner à manger à sa famille ? Le même discours a été tenu aux bergers au Maroc. Les chèvres ne mangent plus l'arganier. Du coup, l'espèce endémique produit aujourd'hui de l'huile et de nombreuses coopératives de femmes y ont trouvé un intérêt financier. La nuance était dans la compensation financière à proposer aux populations locales. C'est dire que l'argent a beau couler à flot, il ne suffit pas. Et quand on sera 45 millions d'habitants, en 2030, quel sera le prix du baril ?

ALGÉRIE

Wassilla Labiad, journaliste, travaille depuis huit ans à la Radio et à la Télévision Algérienne. Elle présente une émission de radio concernant l'environnement, *Ecología*. Dans cet article, nous avons un programme de synthèse vocale, dans lequel elle parle de l'importance de l'énergie renouvelable.

Emission radio Ecologia: énergies renouvelables : réalités, défis et enjeux

Wassilla Labiad

Bonjour, chers auditeurs, et bienvenue avec nous dans cette nouvelle édition de l'émission « Ecologia ». Cet épisode est consacré au thème des « énergies renouvelables: réalités, défis et enjeux » à la lumière du grand intérêt accordé par les intervenants dans ce domaine.

A la suite du dernier Conseil des Ministres, plusieurs résolutions ont été élaborées, ayant pour objectif de consacrer la période 2011-2013 au contrôle des connaissances et des technologies relatives à ce domaine. Ces résolutions visent également à promouvoir la coopération avec l'ensemble des partenaires publics et privés, désireux de partager leurs connaissances avec leurs homologues marocains. De même, il sera procédé à la création d'une cellule en matière d'énergies renouvelables et à la prise des mesures nécessaires pour recueillir compétences et l'expertise nationales opérant dans les centres nationaux de recherche scientifique dans ce domaine. Cette nouvelle politique énergétique sera appuyée par le développement d'industries locales susceptibles de fournir au moins 100.000 emplois.

Pour parler des énergies renouvelables et des horizons économique et du

développement qu'elles ouvrent, dans le cadre de l'économie du savoir et de ses acquis écologiques, et pour discuter de la première station hybride opérant avec les énergies solaire et électrique, j'ai le plaisir d'accueillir **M. Baddis Derraji**, Président Directeur Général de la Société algérienne de l'énergie renouvelable ; Je vous souhaite la bienvenue, Monsieur. A mes côtés également **M. Hamidouche Mohammed**, expert à la Banque Mondiale. Je vous remercie pour avoir répondu à notre invitation.

M. Hamidouche, il existe un grand intérêt dans notre pays vis-à-vis des transformations que connaît le monde dans le domaine des énergies renouvelables, notamment suite à l'évolution notable des technologies relatives à ce domaine. Est-ce que cet intérêt est inévitable, ou alors rentre-il dans le cadre des efforts visant à rechercher des alternatives au pétrole et à l'énergie fossile ?

En réalité, les gens ont l'habitude de « résumer » les énergies renouvelables dans l'énergie solaire, tandis que ces énergies comprennent l'énergie hydroélectrique et l'énergie électrique produite à partir des déchets. Malheureusement, nous ne sont pas habitués à utiliser ces types d'énergie dans les expériences pilotes que nous menons en Algérie.

De même, l'énergie peut être produite en utilisant la température stockée à l'intérieur du sol. Elle émane également de la force du vent ou de celle du soleil (les radiations). De plus, l'augmentation des sommes colossales dédiées à la recherche scientifique dans ce domaine reflète le conflit qui fait rage entre les pays développés. En effet, l'Union Européenne a alloué plus de 700 millions de dollars pour la recherche, en plus de 1 milliard de dollars dont il est prévu de multiplier la somme par 10 au cours de la période 2020-2025. La Chine envisage également de multiplier par 3 ou 4 le montant de ses investissements alloués à ce domaine. C'est une preuve tangible de l'intérêt mondial porté à la production de l'énergie à partir des ressources naturelles. A l'instar de ces pays, l'Algérie, grâce au Fonds pour le développement des énergies renouvelables et à l'Institution de recherche, est en quête des moyens lui permettant de produire de l'électricité à partir de ces ressources naturelles.

Nombreux sont ceux qui croient que l'énergie renouvelable est une alternative aux énergies fossiles, en raison de ses avantages écologiques, comme l'atténuation des émissions de dioxyde de carbone.

Effectivement. J'joute que tous ces types d'énergie que l'on vient de mentionner sont disponibles en Algérie, dont la superficie atteint plus de 2 millions km2. Par ailleurs, la terre regorge d'eaux souterraines provenant des barrages et permettant de produire de l'électricité. En effet, le sol algérien jouit d'un soleil tout au long de l'année. Et puis il y existe des volcans éteints permettant d'utiliser la chaleur géothermique ainsi que les rayons du soleil pour produire de l'énergie (ce qui représente 6700 MW, une quantité qui correspond à la demande européenne).

Si le sol algérien, situé sur le birimien, est convenablement mis à profit, l'énergie potentielle pouvant être produite atteindrait, selon les spécialistes, 5 milliards MW, ce qui signifie que tous les besoins à venir de l'Europe pourraient être satisfaits par le désert de l'Algérie.

Etant donné que l'Algérie est un pays ensoleillé jouissant de nombreuses spécificités, la création d'une première centrale hybride (opérant avec les deux énergies solaire et électrique) représente une mutation importante dans le domaine de traitement des combustibles, vu les potentiels stratégiques et techniques. Dites-nous M. Derraji, vous êtes le Président Directeur Général de la Société algérienne de l'énergie renouvelable, qu'en est-il de ce projet et pour quelle raison ce projet tarde à être mis en œuvre ?

Permettez-moi de commenter les propos de M. Hamidouche sur les énergies renouvelables en Algérie. L'utilisation de ces énergies a connu une forte évolution dans le monde entier, notamment grâce aux nouvelles technologies, ce qui a contribué à la réduction des prix de l'énergie électrique produite à travers les énergies renouvelables.

Ceci a encouragé plusieurs Etats, dans le cadre de leur préparation à la phase de « l'après pétrole », à recourir à ces énergies, notamment l'énergie éolienne et l'énergie solaire, en vue de diversifier leurs produits énergétiques. Depuis plusieurs années, l'Algérie a entamé des expériences dans ce domaine, dont la première concerne l'utilisation de l'énergie photovoltaïque pour produire de l'électricité dans le Sud du pays, tandis que la seconde expérience concerne la création de la centrale hybride où l'électricité est produite en même temps par l'énergie solaire et le gaz, d'où l'appellation « hybride ». Il s'agit d'un projet pilote qui nous permettra d'acquérir une expérience notable et, par là même, de centraliser la production de l'énergie électrique.

Quelles sont donc les gains écologiques potentiels de ce projet ?

Le projet de Hassi R'mel est un projet intégré, adoptant l'énergie solaire et où les eaux utilisées proviennent d'une station de traitement. Ces eaux nous permettent, par l'intermédiaire de l'énergie solaire, de produire de la vapeur, élément nécessaire au fonctionnement des turbines pour la production de l'électricité.

Qu'en est-il de l'avancement du projet ?

Les travaux sont pratiquement finalisés, exception faite des difficultés qu'on a rencontrées concernant les eaux qui devraient être d'une qualité supérieure pour faire opérer les turbines. En effet, nous avons du se procurer de matériels

spécifiques avant même de créer la centrale, en vue d'obtenir des eaux qui respectent les normes en vigueur.

Dans quelle mesure les compétences étrangères sont-elles mises à profit dans ce domaine ? Et est-ce qu'il serait possible de se dépasser de ces compétences pour faire appel à l'expertise pilote au niveau national ?

Cette expérience est acquise à travers la succession des projets. Le projet de Hassi R'mel est un exemple pilote qui illustre clairement la possibilité, pour l'Algérie, de produire de l'électricité de façon continuelle et en réponse aux besoins exprimés.
Ce serait un premier acquis de pouvoir produire 25 MW d'électricité à partir de l'énergie solaire. Au fur et à mesure du fonctionnement de cette centrale, nous pourrons détecter les problèmes potentiels et serons alors aptes à les éviter au cours des projets futurs qui utiliseront des technologies similaires à celle adoptée par le projet de Hassi R'mel. Durant la phase pilote 2011-2013, la centrale fonctionnera à partir du mois d'avril.

M. Hamidouche, étant donné que c'est une expérience pilote, a-t-on l'espoir de généraliser la production de l'électricité sur l'ensemble du territoire algérien et de se dépasser des compétences étrangères au profit de l'expertise nationale ?

En réalité, le secteur privé a déjà pris des initiatives en matière de montage des cellules photovoltaïques, notamment en exprimant des demandes d'investissement dans ce domaine. Il est également possible, en dehors des intérêts écologiques, d'obtenir des parts de carbone en diminuant les émissions de ces gaz. Dans le cadre du Protocole de Kyoto, et à l'instar des autres pays, l'Algérie peut vendre ses parts de carbone, contre des revenus qui équivalent aux recettes obtenue dans le secteur du tourisme. Pour y arriver, il est nécessaire d'être en diapason avec l'évolution du marché, un défi qui reste à relever surtout si l'on prend en compte la superficie de l'Algérie, ce qui demande des investissements colossaux pour réussir à diffuser l'énergie électrique au profit de l'ensemble des ménages. Par conséquent, la Société algérienne de l'énergie renouvelable, pour répondre aux différents besoins du marché, serait amenée à chercher toutes les sources possibles pour augmenter la production d'électricité.

Permettez-moi d'ajouter, aux propos de M. Hamidouche, l'idée que l'annonce faite au sujet du Programme commence à donner ses fruits. Par exemple, l'objectif de produire 40% de la demande à partir des énergies renouvelables d'ici 2030 constitue une vision claire et importante. De plus, il est nécessaire de fournir les conditions susceptibles de mener à bien ces objectifs.

Il existe un nouvel élément à prendre en considération, à savoir : la prise de conscience à l'importance des énergies renouvelables.

Cette prise de conscience a besoin du temps nécessaire pour pouvoir donner ses fruits. Les intervenants et les citoyens devraient s'apprêter à entrer dans la phase de « l'après pétrole », où d'autres sources d'énergies joueront pleinement leur rôles. Actuellement, il est nécessaire de recourir au bon sens pour garantir les conditions permettant au secteur privé de jouer un rôle capital dans la concrétisation de ce projet. A vrai dire, il faut éviter des scénarios où nos projets seraient entièrement menés grâce à des compétences étrangères. Il est vrai que les partenariats ont leur importance, mais il convient de faire appel aux compétences nationales, en tant qu'opportunité profitant à l'ensemble du pays.

Est-il possible, M. Derraji, de garantir le transfert de technologie en matière d'ingénierie, d'exploitation et d'intégration de l'expertise algérienne ?

Il s'agit ici d'un grand défi, surtout que les sociétés étrangères ont investi des sommes importantes dans ce domaine. Ce processus exige la mise en place d'un plan judicieux pour développer les compétences locales.

J'aimerais bien ajouter que dans les années 80, notre savoir faire nous a permis de produire environ 1119 panneaux solaires pouvant couvrir les besoins des ménages en électricité. A Adrar, cette expérience a bénéficié à 146 ménages, tandis qu'Illizi comptait 268 ménages, Tamanrasset en comptait 530 et Tindouf 175.

C'est la société ENIE qui a produit ces panneaux solaires.

Durant cette période, les ingénieurs de Sidi Bel-Abbés ont pu acquérir une formation et un savoir faire, notamment grâce à la société Philips. Cependant, avec la restructuration des institutions, la question se pose à propos du savoir faire. Actuellement, au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, il existe des programmes spéciaux en matière de recherche, où le groupe concerné inscrit ses recherches et obtient les financements nécessaires. Environ 10.000 thèses de recherche sont menées dans ce domaine. Je crois que les efforts sont suffisamment déployés en matière de recherche, en plus du capital intellectuel qui ne cesse de se développer. Reste alors la nécessité de revoir les mécanismes du marché en ouvrant l'accès aux capitaux pour encourager l'utilisation de ces énergies renouvelables, notamment en respectant l'équilibre entre l'offre et la demande. Ceci nous permettra d'accompagner l'évolution des technologies utilisées dans ce domaine. Les ménages peuvent également jouer un rôle dans la production et la vente de l'électricité : En France, par exemple, certains ménages vivant dans la campagne peuvent, malgré les difficultés climatiques (faible ensoleillement), se procurer de panneaux solaires qui stockent de l'énergie électrique grâce à des batteries ou des accumulateurs. L'excédent en électricité est alors vendu par ces ménages à la société concernée. Dans un premier temps, ils utilisent leur propre stock en électricité, puis ils recourent à cet

excédent qui, dorénavant, appartient à cette société.

Dans ce pays, et en mettant l'accent sur l'encouragement du secteur privé dans ce domaine, les responsables s'orientent vers la protection de l'environnement en diminuant les émissions de gaz à effet de serre, tandis que les pays du tiers monde négligent ce volet écologique au profit des aspects économiques.

En réalité, les deux aspects sont indissociables. Je vous donne un exemple en matière de production des énergies fossiles : Les normes internationales exigent le respect des critères écologiques en parallèle avec les gains économiques. De plus, les objectifs économiques seront plus efficaces s'ils sont appuyés par des aspirations environnementales. En respectant ces conditions, notre projet algérien sera une réussite et gagnera l'intérêt de nos partenaires européens. De ce fait, et pour garantir un avenir prometteur, nous somme amenés à aboutir à un projet intégré, dynamique et accompagnant l'évolution technologique, en l'absence de quoi l'Algérie ne serait qu'une simple plateforme qui ne bénéficiera pas des projets accomplis dans ce domaine. Parmi les projets écologiques relatifs au marché du carbone et respectant les mécanismes de développement propre, tels que spécifiés dans l'annexe 2 du protocole de Kyoto, on peut citer le transfert consistant à abandonner l'utilisation des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables. En Algérie, l'électricité est produite aussi bien à travers le diesel qu'en utilisant le gaz naturel, deux composantes qui sont malheureusement polluantes de l'environnement. Ce n'est donc qu'en adoptant les énergies renouvelables que l'on peut parler des projets écologiques.

Je remercie mes deux invités, M. Baddis Derraji, PDG de la Société algérienne de l'énergie renouvelable ; ainsi que M. Hamidouche Mohammed, expert à la Banque Mondiale, pour avoir répondu à notre invitation. C'est ainsi que notre émission prend fin. C'était Wassila Labiad au micro et Mohammed Iferroujen à la régie. Rendez vous à la prochaine semaine.

Émission disponible sur:

http://www.rcmdd.ma/travaux-des-journalistes/doc/wassila_labiad-Algerie-Energies_renouvelables.mp3

© Cecilia Saura

UNIÓN INTERNACIONAL PARA LA CONSERVACIÓN DE LA NATURALEZA

Recomendaciones fruto de la sesión de cierre y evaluación de trabajos periodísticos

Rabat, Marruecos, 29 al 30 de junio 2012

“Mejora de la capacidad de los jóvenes profesionales de la comunicación en el norte de África”

Respecto a la consolidación de la plataforma de e-learning

1. Enriquecer el contenido de la plataforma de datos científicos relacionados con los tres temas predeterminados (cambio climático, los bosques y la energía renovable) y otros tales como la lucha contra la desertificación, la gestión de los residuos y los ecosistemas marinos.
2. Establecer una base de datos de puntos focales nacionales de la información que será responsable de proporcionar y de usar la información de la plataforma.
3. Agregar el perfil de los participantes a este encuentro (coordenadas, fotos y vista previa sobre su trabajo realizado) en la plataforma.
4. Iniciar una consulta con las partes interesadas para crear un grupo cerrado en facebook en contacto con la plataforma de e-Learning.
5. Avisos por correo electrónico de noticias y eventos incluyendo las de la UICN.
6. Invitar a los participantes a organizar la creación de grupos de trabajo temáticos nacionales y regionales, los cuales, entre otras cosas, permitirán presentar la idea de un concurso regional de los mejores trabajos periodísticos realizados.
7. Ayudar en la publicación de artículos obras maestras en la plataforma, y a su posterior difusión a gran escala.

Respecto a la mejora de la información medioambiental en la región

1. Intentar, en la medida posible, beneficiar y apoyar la implicación de los periodistas que participaron en este proyecto, en los programas de capacitación y eventos organizados por la UICN Med en los países mediterráneos del norte de África y del Mediterráneo de un modo general.
2. Fomentar la comunicación y el intercambio de información entre los periodistas y los diversos medios de comunicación en materia de medio ambiente a nivel regional, aprovechando las oportunidades ofrecidas a través de la plataforma e-learning, así como otros medios de intercambio (correo electrónico, boletines electrónicos, redes sociales, etc.).
3. Reforzar la presencia de periodistas de África del Norte en la Comisión de Educación y Comunicación, y ello mediante el suministro de la información necesaria y el apoyo para la adhesión a la citada Comisión por la UICN Med.

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACION aecid

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة
FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT
www.fm6e.org

Recommandations issues de la rencontre de clôture et d’évaluation du projet

Rabat, Royaume du Maroc, 29-30 juin 2012

« Renforcement des capacités de jeunes professionnels de la communication en Afrique du Nord »

Au sujet de la consolidation de la plate-forme e-learning

1. Enrichir le contenu de la plate-forme par des données scientifiques en relation avec les trois thèmes prédéfinis (changements climatiques, forêts et énergies renouvelables) et d’autres tels que : la lutte contre la désertification, gestion de déchets et les écosystèmes marins.
2. Mettre en place une base de données des points focaux nationaux de l’information qui seront responsables de fournir et d’utiliser les informations de la plateforme.
3. Ajouter le profil des participants à cette rencontre (coordonnées, photos et aperçus sur leurs travaux réalisés) sur la plate-forme.
4. Entamer une consultation avec les personnes intéressées pour la création d’un groupe fermé sur facebook communiquant avec la plate-forme e-Learning.
5. Notifications par email des nouveautés et actualités notamment celles de l’UICN.
6. Inviter les participants à prendre les dispositions nécessaires pour la création des groupes de travail thématique national et régional, qui permettront, entre autre, d’initier l’idée d’un concours régional des meilleurs travaux journalistiques réalisés.
7. Aider à la publication des articles chefs d’œuvre sur la plate-forme, et à leur diffusion à une plus grande échelle.

Au sujet de l’amélioration de l’information environnementale dans la région

1. Faire bénéficier et aider à l’implication des journalistes ayant participés à ce projet, dans la mesure du possible, aux programmes de formation et aux évènements organisés par l’UICN Med dans les pays de l’Afrique du Nord et en Méditerranée d’une manière générale.
2. Encourager la communication et l’échange d’information entre les journalistes et les différents réseaux média dans le domaine de l’environnement à l’échelle régional, en exploitant les possibilités offertes à travers la plateforme e-learning, ainsi que les autres moyens d’échanges (e-mail, e-bulletins, réseaux sociaux, etc.).
3. Renforcer la présence des journalistes d’Afrique du Nord dans la Commission de l’UICN de l’Éducation et de la Communication, et cela, à travers la mise à disposition de l’information nécessaire et l’appui des demandes d’adhésion à ladite Commission par l’UICN Med.

© Chadi Abi Faraj

© S. Benhouhou

UNIÓN INTERNACIONAL PARA LA CONSERVACIÓN DE LA NATURALEZA

Centro de Cooperación del Mediterráneo
Parque Tecnológico de Andalucía
Marie Curie, 22
29590 - Campanillas (Málaga)
uicnmed@iucn.org
Tel +34 95 202 84 30
Fac +34 95 202 81 45
www.iucn.org/mediterranean

Las actividades del Centro de Cooperación del Mediterráneo reciben el apoyo de:

GOBIERNO DE ESPAÑA · MINISTERIO DE AGRICULTURA, ALIMENTACIÓN Y MEDIO AMBIENTE

JUNTA DE ANDALUCIA
CONSEJERÍA DE AGRICULTURA, PESCA Y MEDIO AMBIENTE

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN · aecid

mgráfico